CPIA Detailed Report

Pays: Algeria

Année de l'exercice: CPIA Exercise 2023

Currency: Algerian Dinar (DZD)

Ville: Algiers

Groupe de revenu: Upper middle income

Catégorie de prêt: IBRD

Score CPIA final: 3.617

(A) Economic Management

Score du cluster: 4.167

01. Fiscal Policy

Score du critère: 4

1. Fiscal Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

L'économie algérienne continue de dépendre fortement du secteur des hydrocarbures. L'aggravation de la baisse des cours du pétrole due à la pandémie de la Covid-19 en 2020 avait fait chuter la croissance du

PIB réel de 0,8% en 2019 à -5,1% en 2020. Compte tenu de l'évolution plus favorable du contexte mondial et de la forte capacité de réaction des autorités en termes de mesures pour contrecarrer les effets de la pandémie, l'économie a amorcé une reprise en 2021 et celle-ci s'est poursuivie en 2022.

Le PIB réel a augmenté de 3,4% au cours de l'année 2021 et cette croissance a été soutenue par la reprise progressive des activités économiques favorisée par l'assouplissement des mesures de confinement, une augmentation de la demande extérieure et la remontée des cours des hydrocarbures. Le vaste ensemble de mesures de politique économique mis en œuvre par les autorités a fortement contribué à amortir les effets de la pandémie sur l'économie. La production d'hydrocarbures a progressé de 9,4% en 2021 contre une baisse de 10,2% en 2020. La croissance a été moins forte pour l'ensemble des secteurs hors hydrocarbures (2,0% contre -3,9% en 2020).

En 2022 le PIB réel a augmenté de 4,5% contre 3,4% en 2021 tiré d'une part, par le maintien en 2002 de la remontée des cours des hydrocarbures et la hausse de la demande extérieure liées à la persistance du conflit entre l'Ukraine et la Russie et, d'autre part, par la reprise des activités dans le secteur des services ainsi que le regain d'activités dans le secteur agricole (le PIB hors hydrocarbure a cru de près de 3%). L'économie a continué de bénéficier de la relance de la demande intérieure impulsée par la levée des mesures de restrictions prises par le gouvernement pendant la période de la COVID-19.

Dans le domaine des finances publiques, les mesures prises dans la loi de finances complémentaire de 2021 ont permis une réduction du déficit budgétaire global à 4,9% du PIB, contre 9,7% du PIB en 2020. L'amélioration des recettes des hydrocarbures (11,1% du PIB, contre 10,3% du PIB en 2020) a contribué à compenser la hausse des dépenses d'investissement (10,5% du PIB contre 10,1% du PIB en 2020), l'augmentation des dépenses de santé, le versement d'allocations de chômage et le transfert ponctuel aux ménages pauvres, destinés à soutenir les populations vulnérables et la reprise économique. La Banque d'Algérie a contribué au financement du déficit budgétaire en investissant une partie de ses fonds propres dans des obligations du Trésor à trois ans (2,3% du PIB), et en accordant environ l'équivalent de 1,5% du PIB d'avances temporaires au Trésor. Le déficit courant extérieur s'est amélioré de 5,1 points de pourcentage du PIB entre 2020 et 2021, en raison de la hausse du volume et des prix des exportations d'hydrocarbures, mais également des bons résultats des exportations hors hydrocarbures (fer et acier notamment) et des mesures de compression des importations. La hausse des exportations nettes et le versement de 2,67 milliards de dollars par le FMI en 2021, dans le cadre de l'allocation de droits de tirage spéciaux, ont aidé à ralentir la baisse des réserves (11,1 mois d'importations à fin 2021, contre 12,5 à fin 2020).

En 2022, les finances publiques ont bénéficié de la bonne tenue du secteur des hydrocarbures. Le déficit budgétaire est passé de 6,6% du PIB en 2021 à 2,7% du PIB en 2022 grâce à une amélioration des recettes budgétaires et en particulier de celles liées au secteur des hydrocarbures. Les dépenses budgétaires sont restées élevées d'une part, du fait des subventions sur les denrées alimentaires de base dont les prix ont augmenté et d'autre part, du fait de l'importante politique d'aide sociale (versement d'une allocation aux chômeurs) adoptée par l'Etat. En fait, la hausse des cours du pétrole et du gaz naturel consécutive à la guerre entre la Russie et Ukraine a permis à l'Algérie de redresser la situation des finances publiques. Le déficit budgétaire pourrait se creuser légèrement par rapport à 2022 (3,8% du PIB en 2023 et 3,6% du PIB en 2024) du fait d'une augmentation moindre des recettes fiscales par rapport à celle des dépenses budgétaires, en hausse sous la pression des dépenses sociales.

En 2022 le compte courant extérieur a dégagé un surplus de 7,8% du PIB en 2022, contre un déficit de 2,8% en 2021. La balance commerciale a bénéficié (i) des perturbations internationales d'approvisionnement en hydrocarbures à savoir, une hausse du volume et des prix des exportations d'hydrocarbures ; (ii) des bons résultats des exportations hors hydrocarbures (fer, acier notamment) et (iii) des mesures de compression des importations. Ainsi les exportations hors-hydrocarbures ont continué leur bonne performance avec toutefois des importations qui ont repris une tendance haussière du fait de la croissance de l'investissement (l'investissement public en particulier).

La croissance du PIB réel devrait se poursuivre en 2023 (3,1%) et ralentir en 2024 (2,4%). A la suite du conflit entre l'Ukraine et la Russie, les cours mondiaux du pétrole brut se sont élevés mais la capacité d'augmentation de la production reste limitée à court terme autour de 950 000 barils par jour. La production de gaz pourrait croitre davantage si d'importants investissements étaient réalisés dans le secteur. Dans la configuration où les cours du pétrole se stabiliseraient à un niveau inférieur au prix d'équilibre pour les finances publiques et les comptes extérieurs, la croissance pourrait se tasser à moyen terme. La tendance à la hausse de l'inflation pourrait se retourner en 2023 avec une amorce de décélération. L'inflation pourrait s'établir à 7,7% en 2023 et rester encore importante à 6,7% en 2024. Le déficit budgétaire devrait passer de 0,2% du PIB en 2022 à 4,6% du PIB en 2023 du fait du maintien des dépenses budgétaires à un niveau élevé, et un tassement des recettes du secteur des hydrocarbures en lien avec la baisse de leurs cours. D'une part, l'Etat subventionne les denrées alimentaires de base dont les prix sont élevés et d'autre part, il devrait poursuivre la mise en œuvre de l'importante politique d'aide sociale engagée (versement d'une allocation aux chômeurs). Le compte courant pourrait encore bénéficier à court terme des perturbations mondiales d'approvisionnement en hydrocarbures. Il devrait dégager un surplus (3,0% du PIB en 2023 et 2,4% du PIB en 2024), en deçà du surplus de 2022. Toutefois, la forte dépendance de l'économie algérienne au secteur des hydrocarbures constitue un risque pour les perspectives à moyen terme.

02. Monetary Policy

Score du critère: 4.5

2. Monetary Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.5
Score révisé	4.5
Score de deuxième brouillon	4.5
Score final	4.5

Notes du pays:

La tendance à la hausse de l'inflation amorcée en 2021 s'est poursuivie en 2022 (9,4% contre 6,6% en 2021 et 2,1% en 2020), en raison de la hausse de l'inflation au niveau mondial due notamment au conflit Ukraine-Russie. Etant un des plus grand importateur de blé dans le monde (5èeme rang), l'Algérie a subi les répercussions de la hausse des prix alimentaires. Cette tendance à la hausse de l'inflation pourrait s'atténuer en 2023 et 2024 avec toutefois, des taux d'inflation qui demeureraient assez élevés à 6,9% en 2023 et 6,6% en 2024. En Algérie, l'inflation semble être déterminée par les prix à l'importation, les dépenses publiques et le niveau du PIB avec un effet dominant de la variable externe. L'Algérie est un gros importateur de denrées agro-alimentaires, en particulier le blé et, comme le poids de l'alimentaire dans l'indice des prix à la consommation est élevé, l'inflation est sensible à l'évolution des prix internationaux dans ce secteur. Du fait donc qu'elle est en grande partie importée, l'inflation échappe au contrôle total de la banque centrale. La revalorisation des salaires et des retraites décidée par le gouvernement au cours des trois dernières années engendrée des excédents de liquidités, qui alimentent des tensions inflationnistes difficilement maîtrisables au travers des seuls instruments de politique monétaire. Après la croissance négative de 2020 suite à la pandémie de la COVID-19, les autorités monétaires ont conduit une politique qui a effectivement contribué à la relance de l'activité économique en 2021. Ainsi, la Banque d'Algérie a ramené le ratio de réserves obligatoires de 10% à 2% et le taux directeur de 3,5% à 3% en février 2021. Elle a également assoupli les règles prudentielles au niveau du secteur bancaire pour éviter une crise de liquidité. En juillet 2021, la Banque d'Algérie a lancé un programme spécial de refinancement de près de 9,3% du PIB afin d'accorder de nouveaux prêts à l'État et au reste de l'économie avec la participation des banques publiques et du Trésor. Au cours de l'année 2022, les effets positifs du programme spécial de refinancement (près de 9,3% du PIB) adopté par la Banque d'Algérie pour accorder de nouveaux prêts à l'État et au reste de l'économie avec la participation des banques publiques et du Trésor se sont fait sentir.

Toutefois, les contraintes dans l'approvisionnement des céréales au niveau mondial devraient maintenir une pression sur les prix alimentaires et la politique monétaire devrait rester expansionniste dans un contexte de financement monétaire du déficit budgétaire. Dans une perspective de maitrise de l'inflation, les autorités monétaires devraient envisager à moyen terme une politique monétaire moins expansive (le principal taux directeur avait été baissé en 2020 et 2021 pour notamment soutenir la liquidité des banques).

La tendance à la hausse de l'inflation amorcée en 2021 s'est poursuivie en 2022 (9,4% contre 6,6% en 2021 et 2,1% en 2020), en raison de la hausse de l'inflation au niveau mondial due notamment au conflit Ukraine-Russie. Etant un des plus grand importateur de blé dans le monde (5èeme rang), l'Algérie a subi les répercussions de la hausse des prix alimentaires. Cette tendance à la hausse de l'inflation pourrait s'atténuer en 2023 et 2024 avec toutefois, des taux d'inflation qui demeureraient assez élevés à 6,9% en 2023 et 6,6% en 2024. Les contraintes dans l'approvisionnement des céréales au niveau mondial devraient maintenir une pression sur les prix alimentaires et la politique monétaire devrait rester expansionniste dans un contexte de financement monétaire du déficit budgétaire. En 2022, les autorités monétaires ont poursuivi une politique qui a contribué à soutenir la relance de l'activité économique. Au cours de l'année, les effets positifs du programme spécial de refinancement (près de 9,3% du PIB) adopté par la Banque d'Algérie pour accorder de nouveaux prêts à l'État et au reste de l'économie avec la participation des banques publiques et du Trésor se sont fait sentir. Dans une perspective de maitrise de l'inflation, les autorités monétaires devraient envisager à moyen terme une politique monétaire moins expansive (le principal taux directeur avait été baissé en 2020 et 2021 pour notamment soutenir la liquidité des banques).

03. Debt Policy

Score du critère: 4

3. Debt Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

La dette publique est principalement intérieure puisque l'Algérie ne recourt à l'endettement extérieur ni en devises ni en monnaie locale.

Selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI (consultations 2022 au tiotre de l'article 4), lLa dette a baissé en 2022 à 52,4% du PIB après avoir augmenté entre 2020 et 2021 (62,1%). Cette baisse a été favorisée par la forte réduction du déficit budgétaire et la croissance du PIB nominal soutenue par la remontée des prix des hydrocarbures. Cette baisse significative de la dette publique en 2022 pourrait soutenir sa viabilité à moyen terme. Ainsi, la dette publique pourrait rester à des niveaux modérés à moyen terme, mais les modes de financement des déficits budgétaires qui devraient rester importants pourraient déterminer sa viabilité de la dette, compte tenu du maintien par les autorités de la politique de non-emprunt extérieur.

(B) Structural Policy

Score du cluster: 3.222

04. Policies and Institutions for Economic Cooperation, RI and Trade

Score du critère: 3

4.a. Regional Integration and Economic Cooperation

Type de score	Valeur

Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

L'Algérie figure parmi les quatre Etats africains fondateurs du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), devenu Agence de développement de l'Union africaine en 2018. Il est l'un des contributeurs réguliers à ce projet panafricain, jouant un rôle de premier plan dans plusieurs initiatives comme la route transsaharienne qui traverse six pays (Algérie, Mali, Niger, Nigeria Tunisie, Tchad,) et relie l'Algérie au reste du continent ; le projet du gazoduc Nigeria-Algérie et le projet de la Dorsale Transsaharienne à fibre optique (projet TIC en cours d'instruction), qui interconnectera, dans sa première phase, l'Algérie, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Selon l'indice de l'intégration régionale en Afrique qui est conçu pour mesurer les engagements de chaque pays vis-à-vis des divers instruments panafricains d'intégration régionale, la performance d'ensemble de l'Algérie est moyenne en 2019 au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Sur les cinq indicateurs (intégration, intégration productive, intégration macroéconomique, intégration des infrastructures, libre circulation des personnes), l'Algérie est au-dessus de la moyenne, sauf en ce qui concerne l'intégration macroéconomique, à savoir la facilité avec laquelle les étrangers et les entreprises peuvent réaliser des transactions et le nombre d'accords bilatéraux d'investissement en vigueur.

4.b. Trade restrictiveness

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Dans l'objectif de contenir la dégradation sa balance des transactions commerciales dans le contexte de la baises des revenu des hydrocarbures, l'Agérie avait mis en place certaines mesures permettant de contrôler l'accès à son marché : il s'agit notamment de droits de douanes et de licences d'importation. Il s'agissait de soutenir la production nationale dans la perspective de substitution progressive aux importations. Depuis deux ans, le pays fournit des efforts d'intégration commerciale mais les résultats se font encore attendre. Depuis la crise entre la Russie et l'Ukraine, les cours des hydrocarbures sont revenus à des niveaux élevés et la balance des transactions courantes dgége d'ailleurs des surplus

depuis 2021. Cette conjoncture ne favorise pasl'accélération des mesures d'intégration commerciale à court terme.

L'Algérie n'a pas suffisamment développé les liens économiques avec le reste du continent. Le potentiel économique des liaisons vers le sud reste donc largement inexploré. L'Afrique ne représente que 3,3% des importations de l'Algérie et 8,4% de ses exportations en 2020. Les échanges commerciaux sont fortement concentrés autour de quelques pays (sur les 54 pays du continent africain, cinq pays fournissent à eux seuls 94% des besoins de l'Algérie). Dans ce contexte, les principaux clients africains de l'Algérie sont la Tunisie, le Maroc et l'Egypte représentant 84% des exportations africaines. Les importations sont fournies par les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier l'Afrique du Sud. Dans ce contexte, la ZLECAF permettra à l'Algérie de mettre l'accent sur la coopération Sud-Sud, les partenariats gagnant-gagnant et le commerce interafricain. D'une manière générale, la performance d'ensemble de l'Algérie est moyenne en matière d'intégration régionale. Elle est bonne en ce qui concerne la libre circulation des personnes, mais modérée à faible dans les domaines de l'intégration commerciale, de l'intégration productive et des infrastructures.

Il est cependant à noter que le discours officiel met un accent sur l'importance pour l'Algérie d'encourager le développement de la présence du secteur privé à l'étranger et en particulier dans les pays africains au sud du Sahara. Des mesures sont en cours pour suiytenir notamment l'exportation de l'industrie pharceutique

4.c. Customs/trade facilitation

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

En 2022, l'Algérie a lancé la mise en place d'un nouveau système d'information douanière qui devra permettre la facilitation des opérations de dédouanement, la diffusion des informations relatives au commerce extérieur, l'instauration de la transparence, le développement des mécanismes de lutte contre la fraude et la contrebande. Il s'agit de consacrer une administration douanière numérique qui devrait allier la technicité et la performance en vue d'être à la hauteur des attentes des opérateurs économiques et des différents partenaires. Le système réalisera une transition numérique du travail des services des Douanes en remplaçant les procédures douanières actuelles par des procédures numériques qui se feront via le web, à distance et à travers les différentes plateformes électroniques pour les opérateurs économiques. L'objectif est également de procéder à la simplification et la facilitation des procédures douanières.

Pour faire face au contexte international actuel, le Code des Douanes et ses différentes textes d'application sont en cours de révision afin de l'adapter aux objectifs de la nouvelle loi sur l'investissement.

Il est à noter qu'en 2022, les Douanes ont recouvré plus de 7 milliards d'euros de taxes et droits douaniers et procédés à des saisies de plus de 520 tonnes de produits subventionnés, plus de 10 tonnes de kif traité et plus de 4,8 millions d'unités de comprimés psychotropes de contrebande.

L'administration fiscale en Algérie souffre de la complexité des procédures administratives et de l'amplification de l'arsenal juridique avec une insuffisance des ressources financières et humaines et un manque dans l'encadrement des agents fiscaux qui entrave l'efficacité de leurs missions de recouvrement. Un autre aspect constitue la faible confiance du citoyen dans sa relation entre l'administration fiscale. L'appareil fiscal de l'Etat a été longtemps instrumentalisé comme un moyen d'intimidation et de répression, ce qui produit des actes d'insoumission fiscale et un désintérêt total de l'action publique. Les progrès réalisés en matière de gestion de l'impôt sont importants. L'usage de l'outil informatique, l'accès à l'intranet et internet ont facilités les vérifications et réduits les coûts de collecte de l'impôt. L'amélioration des services rendus aux contribuables se poursuit.

05. Financial Sector Development

Score du critère: 3.5

5.a. Financial stability

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

Le secteur financier algérien est largement dominé par les opérateurs publics. Le secteur bancaire reste dominé par les banques commerciales publiques (régulièrement recapitalisées) qui octroient l'essentiel des crédits, alors que les banques à capitaux étrangers ont tendance à se concentrer sur des activités et une clientèle de niche (accompagnement des grandes entreprises étrangères, financement des opérations de commerce international, financements structurés, clientèle privée fortunée, etc.). Le marché du leasing compte 5 acteurs dont 3 sociétés publiques. Dans le secteur de l'assurance, l'activité du marché est générée à hauteur de 60% par les sociétés publiques, 25% par les sociétés privées, 10% par la Caisse Nationale de Mutualité Agricole et 5% par les sociétés mixtes. La Société de Gestion de la Bourse des Valeurs (SGBV) est contrôlée par les 6 banques publiques et les principaux fonds

d’investissement ont été créés par l’Etat et sont gérés par des établissements publics. Dans le secteur financier, des progrès ont été réalisés en 2022 dans la modernisation du système bancaire et financier en Algérie. Les autorités ont poursuivi la densification du réseau bancaire et des sociétés d’assurance (avec notamment 46 agences bancaires et 170 agences d’assurance en plus en 2022).

5.b. Sector's efficiency, depth, and resource mobilization strength

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Les critiques des entreprises à l'endroit des banques regroupent : la mauvaise connaissance des entreprises et des contraintes qui pèsent sur elles, les lenteurs dans la prise de décision, l'excès de centralisation et l'opacité des circuits de décision ; les difficultés à obtenir les motifs d'un refus ; un traitement identique de la PME et de la grande entreprise en matière d'exigence d'information / Absence de différenciation dans le traitement des dossiers ; une trop grande frilosité dans la prise de risque et le sentiment d'un soupçon systématique à leur égard, des exigences trop fortes en matière de garanties.

Le marché financier ne joue plus son rôle essentiel dans le développement du pays en termes de déterminant du rythme de l’investissement et de l’innovation. L’intermédiation financière non bancaire reste ‘‘marginale’’ avec une capitalisation du marché boursier qui ne dépasse pas les 43 milliards de dinars.

5.c. Access to financial services

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

En matière d'inclusion financière, le pourcentage des adultes qui ont un compte bancaire est resté inchangé de 44% en 2021 contre 43% en 2017 et se situe légèrement en dessous de la moyenne de région MENA (48%), même si l'Algérie enregistre un meilleur taux comparé à certains pays de la région du Maghreb, comme la Tunisie où ce taux se situe à 37%. Le fait d'être au chômage rend encore plus improbable la possession d'un compte par un adulte. L'utilisation du paiement mobile en utilisant un compte auprès d'une institution financière est de 9% contre 16% en Tunisie. La faible pénétration du paiement mobile en Algérie s'explique essentiellement du poids important du secteur bancaire. Enfin, les autorités algériennes ont entrepris des mesures pour améliorer l'inclusion financière à travers le déploiement des produits de la finance islamique.

06. Business Regulatory Environment

Score du critère: 3.167

6.a. Regulations affecting entry, exit, and competition

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Le cadre et la réglementation favorables à l'amélioration de l'environnement des affaires en Algérie évoluent tres lentement en Algérie. Même si l'environnementd es affaires constituen une priorité dans le discours des autorités, il apparait une raideur dans la mise en oeuvre des mesures pour y contribuer. Les lenteurs sont concentrées au niveau des administrations centrales qui sont caractérisées par une mentalité de la prééminence de dl'Etat. Ainsi, dans la pratique la création d'entreprise notamment constitue un processus long et semé de contraintes. Comme l'indique le rapport Mo Ibrahim 2022, de légers progrès ont été réalisés en ce qui concerne notemment le cadre reglementaire, l'acces aux services bancaires, l'accès aux services de communication.

Ces avancés ne sont pas encore traduites en termes de meilleure perception de l'environnementd es affaires et les investissements directs étrangers tardent à reprendre

6.b. Regulations of ongoing business operations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Selon le rapport Mo Ibrahim, L'Algérie se classe 40ème sur 54 en 2022 en ce qui concerne l'environnementd es affaires et ceci constitue une amélioration par rapport à 2021 et 2020. Le pays à progressé sur toutes les composantes dont l'intégration régionale, la diversification économique, l'accès aux services bancaires. les contraintes qui sont rencontrées sont liées la plupart du temps aux raideurs des administrations dans la pratique de la mise en oeuvre des mesures. La multiplicité des acteurs administratifs rend possibles des distorsions qui ne sont pas inscrites dans les textes. Globalement on peut noter une légère amélioration, qui si elle se poursuit, devrait permettre un retours de l'invstissement privé interbnational dans les secteurs stratégiques dont celui des hydrocarbuers qui a besoin d'investissement de renouvelemment des infrstructures.

6.c. Regulations of factor markets (labor and land)

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

En matière de travail, le licenciement est autorisé par la loi et il n'existe pas de texte qui interdise l'emploi des étrangers. Toutefois, l'indice de compétitivité mondiale 2019 relève des efforts à effectuer concernant le marché du travail (131ème). L'Algérie est classée 85e sur 135 pays, avec un score de 3,27 pour l'efficacité du marché du travail, 4,60 pour la flexibilité de la détermination des salaires et 3,30 pour les pratiques d'embauche et de licenciement respectivement. En Algérie, le droit de propriété est respecté dès lors le bien est payé. Il n'existe aucune restriction de politique sur les achats et les locations. Cependant, en ce qui concerne la résolution des litiges fonciers, des progrès sont à faire sur la valeur (trop élevée) des droits fonciers sur lesquels statue le tribunal.

(C) Policies for Social Inclusion/Equity

Score du cluster: 4.18

07. Gender Equality

Score du critère: 3.667

7.a. Promotion of equal access for men and women to human capital development opportunities

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.5
Score révisé	4.5
Score de deuxième brouillon	4.5
Score final	4.5

Notes du pays:

Les autorités poursuivent leurs efforts pour une plus grande égalité homme-femme. La Constitution garantit l'égalité de genre. Au niveau de la représentation politique, des avancées ont été enregistrées grâce à une politique de discrimination positive instaurant un système de quotas de femmes aux assemblées élues. L'Algérie comptait 112 députées sur 462 depuis les législatives de 2017, soit 24,2% de femmes contre 31,6% dans l'Assemblée de 2012, et 8% dans l'Assemblée précédente (2007). Cependant ce taux a régressé lors des dernières élections législatives de 2021 où les femmes ne représentent que 8,35%. Des progrès restent à faire pour renforcer l'accès des femmes au marché de l'emploi (le taux de participation à la force de travail très faible à 17 et à l'accès au financement pour s'insérer dans les dispositifs de l'entrepreneuriat (à peine 10%). Toutefois, l'accès au microcrédit a été facilité grâce au programme national de promotion de l'entreprenariat pour les femmes et les jeunes où 64% des bénéficiaires des fonds alloués par l'Agence Nationale de gestion des microcrédits sont des femmes.

Sur la base des données des indicateurs de développement mondial (https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators) : (i) le le taux d'inscription des filles au primaire (brut) 109,5% (en 2020) est en régression sur les 10 dernières années ;le taux d'inscription des garçons au primaire (brut) 112,98% (en 2020) est en régression sur les dix dernières années. Par contre, le Taux d'inscription des filles au secondaire (brut) 67,41% (en 2021) est en augmentation constante depuis 2015 et le ;Taux d'inscription des garçons au secondaire (brut) 40,64% (en 2021), en augmentation constante depuis au moins 2015.

Concernant l'évaluation de l'accès aux soins prénatals, à l'accouchement et aux services de planification familiale il est à relever que : (i) le pourcentage de femmes assistées par un professionnel de santé qualifié est de 99% en 1999 ; (i) 70% des femmes entre 15 et 49 ans ont recu au moins quatre visites

pendant la grossesse par un prestataire.

Concernant la planification familiale : (i) seulement 11,55% des femmes sont estimés avoir un besoin non satisfait de méthode contraception moderne en 2022 ; (ii) le taux de prévalence de la contraception moderne est de 28,7% en 2022.es

7.b. Promotion of equal access for men and women to productive and economic resources

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

La législation du travail et les textes réglementaires régissant l'emploi se basent sur les principes constitutionnels de non-discrimination et de l'égalité des chances en matière d'accès à l'emploi. La constitution stipule dans son article 68 que « l'Etat œuvre à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi. L'Etat encourage la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques ainsi qu'au niveau des entreprises ». Dans ce cadre, deux programmes importants ont été lancés à savoir, le programme national intégré de soutien à l'esprit d'entrepreneuriat féminin et à l'autonomisation économique des femmes en 2018 et le programme national pour encourager les femmes au foyer et les femmes rurales à s'intégrer dans le processus de la production nationale en 2021. Selon la définition de l'OIT, le Taux de participation à la population active des femmes (% des femmes âgées de 15-64 ans) est de 17,5% en 2021; le Taux de chômage des femmes (pourcentage des femme en âge de travailler) est de 20,62% en 2017; le Taux de chômage des hommes (pourcentage des hommes en âge travailler) est de 9,78 % en 2017.

Toutefois, dans la pratique, des différences réelles existent dans la participation et la rémunération du travail entre les hommes et les femmes ainsi que dans la propriété de biens et la pratique de l'héritage. L'accès a l'éducation par contre, est équitable entre les filles et les garçons et ceci a constitué un facteur qui a permis aux femmes de constituer une force de travail qui se concentre dans les domaines de l'enseignement supérieur et de l'administration surtout. Lorsqu'elles sont employées dans le secteur public (l'administration, elles ne subissent pas de différenciation en termes de traitement salarial. Toutefois, l'accès à l'emploi et aux ressources productives demeure un grand défi. Il est cependant à noter que des progrès réels ont été obtenus en 2019 en matière de facilitation à créer des entreprises pour les femmes 'moins de temps avec un cout moins élevé que pour les hommes).

7.c. Men and women equal status and protection under the law

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

L'Algérie a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en 1996 mais le pays n'a pas totalement adhéré à ce traité international dans la mesure où il a formulé des réserves sur deux articles. Dans le Code de la famille il ne figure pas de lois égalitaires entre les femmes et les hommes. Malgré des résistance importantes liées à la coutume, les autorités poursuivent des efforts pour une plus grande égalité homme-femmes et rien n'est inscrit dans la loi pour contrecarrer cette démarche. Le système de quotas est toujours en place pour assurer une bonne représentativité des femmes dans la vie politique du pays. En 2017 les femmes participaient pour 26% à l'Assemble populaire nationale contre 31% dans l'assemblée précédente de 2012.

08. Equity of Public Resource Use

Score du critère: 3.333

8.a. Poverty Measurement

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Dans le discours officiel, on parle davantage de populations en situation de fragilité, de populations vulnérable ou de personnes démunies pour traiariter des questions de pauvreté. le système statitistique est capable d'estimer ces population vulnérables. Les efforts fournis pour réduire le chômage ont été

contraints par la pandémie de COVID-19. Entre 2000 et 2013, les politiques mises en place, aidées par les ressources issues des hydrocarbures, ont permis de réduire le chômage de 30% à 9,8%. Cette tendance s'est ensuite inversée et le niveau du chômage a atteint 11,1% en avril 2018 (9,0% pour les hommes et 19,5% pour les femmes). Le phénomène touchait particulièrement les jeunes de 16-24 ans (taux de chômage de 26,4%). La pandémie de COVID-19 a exacerbé le chômage : le taux de chômage a augmenté de 11,4% en 2019 à 13,7% en 2020 et près de 14,5% en 2021. En 2021, le Gouvernement a institué le dispositif de l'allocation chômage dont le montant mensuel de l'allocation de 13 000 dinars algériens (94,6 dollars US) a été revu à la hausse à partir du 1er janvier 2023 à 15 000 dinars algériens (109,2 dollars US).

.

8.b. Public Expenditures: Priorities and strategies

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Pour renforcer le ciblage des dépenses budgétaires et face à une diminution rapide des marges de manœuvre budgétaire, les autorités ont développé des outils d'élaboration d'une trajectoire budgétaire pluriannuelle, et ont expérimenté d'autres modes de financement. La loi de finances est encadrée depui 2017 par un cadrage budgétaire à moyen terme (CBMT) qui intègre des prévisions pluriannuelles (trois ans). Le CBMT conribue fortement à une meilleure visibilité de la politique budgétaire. Jusque-là, les budgets de l'Etat étaient établis sur une base annuelle sans visibilité sur le moyen et le long terme. De ce fait, les ministères sectoriels préparent leurs avants-projets de budgets ainsi que leurs projets de budget sur la base d'enveloppes indicatives préalblement définies. Ceci donne plus de réalismes dans la mise en oeuvre des programmes sectoriels et contrube à veritablement inscrire leur mise en oeuvre dans une perspective de gestion axée sur les résultats.

8.c. Regressive Tax

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5

Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

L'impôt forfaitaire unique (IFU) en vigueur en Algérie montre l'engagement d'un processus stratégique de modernisation de l'ensemble du système fiscal algérien. Conçu comme une mesure de simplification pour le contribuable, il est surtout un outil d'amélioration de l'efficacité du système fiscal en appréhendant la réalité du tissu fiscal algérien. En effet :

Il s'agit d'un moyen d'imposer les revenus de l'économie informelle : L'IFU a été conçu comme un moyen de simplification du système fiscal algérien en fusionnant plusieurs impôts en un seul, au taux de 5% pour les activités de production et de vente de biens et 12% pour les autres activités. En l'absence de l'IFU, les contribuables concernés auraient dû être soumis à trois impôts distincts (l'impôt sur le revenu global (IRG), la taxe sur l'activité professionnelle au taux de droit commun de 2% du chiffre d'affaires TVA comprise sauf pour les non assujettis à la TVA et ceux imposables à l'IRG dans la catégorie des BNC et enfin, la taxe sur la valeur ajoutée. Cette fusion des impôts n'a cependant pas été réalisée pour n'importe quel contribuable. Sont soumises à l'IFU les personnes physiques ou morales, les sociétés et coopératives exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou de profession non commerciale dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 30.000.000 de dinars et les promoteurs d'investissement exerçant des activités ou projet, éligibles à l'aide du « fonds national de soutien à l'emploi des jeunes » ou du « fonds national de soutien au micro crédit » ou de la « caisse nationale d'assurance chômage » dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 30.000.000 de dinars.

Il s'agit d'imposer les revenus réels du contribuable : L'évaluation selon le mode forfaitaire permet de préserver le contribuable de l'accomplissement de formalités déclaratives. Cet avantage pour le contribuable se fait cependant au détriment du rendement de l'impôt. Toutefois, le choix de l'évaluation forfaitaire est judicieux lorsqu'il s'inscrit dans une démarche stratégique à long terme. En effet, l'évaluation forfaitaire permet dans un premier temps à l'administration de recenser les contribuables assujettis à l'impôt. Dans un second temps, l'évolution vers un système déclaratif permet d'imposer le contribuable selon ses revenus réels. C'est justement ce processus qu'a engagé le système fiscal algérien avec l'IFU.

Le processus engagé par la création de cet impôt est original et complet. IIl intègre non seulement la réalité du tissu fiscal algérien mais également la capacité des structures administratives à en assurer la gestion.

Cette forme de fiscalisation contribue à atténuer la charge fiscales sur les revenu les plus modérés.

09. Building Human Resources

Score du critère: 4.5

9.a. Health and nutrition services

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.5
Score révisé	4.5
Score de deuxième brouillon	4.5
Score final	4.5

Notes du pays:

L'Algérie est relativement bien lotie en termes de système de la santé publique. Toutefois la pandémie de la Covd-19 a fortement éprouvé le système. Depuis mars 2020, le gouvernement a pris des mesures de restriction dans une perspective de lutte contre la pandémie. Le secteur de la santé en Algérie a connu une amélioration de tous les paramètres de santé quantifiables. Des progrès ont été réalisés, surtout depuis le début des années 2000, grâce à une priorité redonnée à la garantie de l'accès à la santé et une part croissante du budget de l'état consacrée à la santé1. La Santé est ainsi le quatrième poste de dépense avec 408 milliards de DA en 2020. Le système de santé algérien est classé quatrième en Afrique derrière le Nigéria, la Tunisie et l'Afrique du Sud par Bloomberg healthiest country index en 2019.

En ce qui concerne les indicateurs de santé, l'Algérie a atteint les objectifs du développement durable dans les domaines de la mortalité néonatale, maternelle et infantile selon Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2019. Les progrès sont réels en matière de baisse du taux de mortalité infantile qui était de l'ordre de 15/1000 en 2015, pour atteindre 12/1000 en 2020 et ce, en émettant le vœu de le voir baisser à 7/1000 d'ici 2030. Il en est de même pour ce qui concerne le taux de mortalité néonatale et maternelle. Toutefois, les résultats de l'enquête MICS confirment la nécessité d'accroître les investissements dans domaines de la vaccination et de l'allaitement maternel. L'allaitement maternel demeure extrêmement bas avec à peine "29% pour l'allaitement exclusif pendant les 6 premiers mois. L'Algérie doit également faire des efforts dans la protection de la femme et de l'enfant de toute violence.

En matière de nutrition, la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans reste préoccupante. Il est à noter que l'Algérie est très dépendante des importations alimentaires. La part importante des groupes d'aliments à haute densité énergétique (céréales, huiles, édulcorants) pourrait être une des causes de l'apparition du surpoids et de l'obésité dans le pays.

Dans le domaine du planing familial, les indicateurs indiquent le nécessité de redynamiser la politique du planning familial (la sensibilisation des citoyens à l'importance des contraceptifs pour éviter les naissances rapprochées et assurer la planification familiale et la consécration d'un budget aux moyens de contraception, et la mise en place d'une politique visant à sensibiliser les femmes enceintes, durant leur grossesse et non pas après l'accouchement, à l'utilisation des contraceptifs disponibles sur le marché national.

9.b. Education, ECD, training and literacy programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

Le taux d'analphabétisme en Algérie a reculé à 8,71% en 2019, grâce aux efforts consentis par l'Etat dans ce sens. L'Algérie figure parmi les pays dont le taux d'analphabétisme est inférieur à 10%, grâce aux efforts déployés par la communauté nationale, les institutions de l'Etat et la société civile (22,3% en 2008 à 13,91% en 2014, et de 10,16% en 2017 à 9,44% en 2018).

En ce qui concerne l'éducation, l'Algérie a atteint les objectifs du développement durable fixés en 2015. Toutefois, des défis persistent en termes de qualité de l'enseignement et l'apprentissage. Pour le Gouvernement il s'agit maintenant d'aller une approche nouvelle en matière de compréhension de l'écrit, de la culture scientifique et des mathématiques.

Dans le domaine de la formation professionnelle, les données indiquent la nécessité d'une modernisation du système de la formation et de l'enseignement professionnels et son adaptation aux exigences du marché de l'emploi. Il s'agit de permettre aux jeunes d'accéder à des spécialités leur permettant d'accéder rapidement au marché de l'emploi. Cette démarche était susceptible de créer "un équilibre entre la formation et le marché de l'emploi, et d'inscrire, partant, le système de la formation dans une logique de résolution de la problématique du chômage.

9.c. Prevention and treatment of HIV/AIDS, tuberculosis, and malaria

Type de score	Valeur
Score de brouillon	5.0
Score révisé	5.0
Score de deuxième brouillon	5.0
Score final	5.0

Notes du pays:

L’Algérie a enregistré des avancées notables en matière de lutte contre le VIH/sida qui reste une à épidémie peu active avec une prévalence de l’ordre de 0,1%. Le Gouvernement a réaffirmé sa volonté de s’atteler davantage à réunir tous les moyens afin de renverser le processus de propagation de cette épidémie mondiale (mobilisation du Gouvernement et de l’ensemble des intervenants dans un cadre multisectoriel). Le pays a maintenu un financement interne à plus de 95 % sur le seul budget de l’Etat avec pour enjeux de garantir, à titre gratuit, toutes les prestations nécessaires, y compris le dépistage et le traitement antirétroviral (ARV).

Néanmoins, les comportements à risque, la faible utilisation des moyens de protection, la consommation de drogues injectables, le phénomène de migration, sont des facteurs de vulnérabilité qui imposent le maintien d’une stratégie de vigilance à travers la mise en œuvre du Plan national Stratégique (PNS) de lutte contre les IST/VIH/sida 2020 -2024.

Dans le domaine du paludisme, après avoir été déclaré exempt de paludisme en 2019 par l’OMS, l’Algérie a connu sa première épidémie de malaria en 2020 avec près d’un millier de cas dans le sud du pays.

10. Social Protection and Labor

Score du critère: 3.9

10.a. Social safety net programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.5
Score révisé	4.5
Score de deuxième brouillon	4.5
Score final	4.5

Notes du pays:

Le régime de protection sociale algérien est relativement complet. On note en effet les assurances sociales couvrent la maladie, la maternité, l'invalidité et l'assurance décès, l'assurance vieillesse, l'assurance accidents du travail et les maladies professionnelles, les prestations familiales, l'assurance chômage. Le montant mensuel de l'allocation chômage initial en 2021 de 94,6 dollar US a été revu à la hausse en 2022 (109,6 dollars US). Les prestations familiales sont financées à 100 % par le budget de l'Etat. La Caisse Nationale des Assurances Sociales des travailleurs salariés (CNAS) assure le recouvrement des cotisations de sécurité sociale, via son site de télédéclaration, pour le compte des assurances sociales (maladie, maternité, invalidité et décès) et des accidents du travail et maladies professionnelles. Les cotisations retraite sont recouvrées par la Caisse Nationale des Retraites (CNR). Les titulaires de pensions ou de rentes sont : exonérés du paiement des cotisations d'assurances sociales si le montant de l'avantage est égal ou inférieur au SNMG1, redevables d'une cotisation d'assurances

sociales de 2 % lorsque ce montant est supérieur au SNMG (le salaire national minimum garanti (SNMG) est de 18 000 DZD (au 27 avril 2020, 1 Dinar algérien vaut 0,00716 euro) par mois pour 40 h de travail hebdomadaire et sera de 20 000 DZD à compter du 1er juin 2020).

10.b. Protection of basic labour standards

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.5
Score révisé	4.5
Score de deuxième brouillon	4.5
Score final	4.5

Notes du pays:

L'Algérie a ratifié 60 conventions internationales et déploie beaucoup d'effort en vue de la concrétisation des objectifs en matière d'emploi, de travail décent, de protection sociale, de libertés syndicales et de dialogue social. L'âge légal pour le travail est fixé à 16 ans. Les résultats des enquêtes réalisées par les services de l'Inspection du travail au niveau des organismes employeurs ont toutefois révélé que le travail des enfants en Algérie existe mais à des taux très faibles. Le pays devra mettre l'accent sur l'importance de la contribution de toute la société, en l'occurrence les associations et les citoyens à la lutte contre ce phénomène, notamment à travers le signalement. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale poursuit ses efforts de lutte contre le travail des enfants, en coordination avec les différentes instances concernées, à travers le Commission nationale de prévention et de lutte contre le travail des enfants.

Par ailleurs depuis une évaluation en 2020 de la mise en œuvre de la convention maritime signée en 2016, les dispositions ont été prises pour que les navires de plus de 500 tonnes sont obligés de se conformer aux directives de cette convention en matière de sécurité, de protection sociale, d'hygiène, de conditions de travail.

10.c. Labour market regulations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5

Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Du fait des progrès réalisé en matière d'éducation et de formation professionnelle, l'Algérie connait un flux annuel important de nouveaux arrivants sur le marché du travail depuis quelques années. Ceci constitue un défi a relever par le pays. Aussi, l'Algérie a développé notamment des programmes d'activités subventionnés, des programme d'aide aux chomeurs, aux victimes de licenciement économiques. Il y a deux ans les autorités ont mené des consultations intenses avec les différentes parties prenante pour renforcer la législation (système de fixation des salaire; services d'assurance chomage...) et un nouveau code du travail s'en est suivi. Toutefois, au cours des deux dernières années il n'y a pas eu d'avancée notable en termes de mesures spécifique en matière de réforme de la réglementation du marché du travail. le nouveau code introduisant plus de flexibilité est toujours en discussion sans être formellement adopté.

10.d. Community driven initiatives

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Le programme de développement communautaire a été mis en place en Algérie pour : 1/ susciter l'éveil communautaire des populations démunies, par la réalisation de petites infrastructures de base, répondant à leurs besoins prioritaires. Ce programme repose sur une démarche participative qui requiert l'adhésion et la contribution de la part des populations concernées ; 2/ Lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation sociale, l'amélioration des conditions de vie des communautés démunies, avec leur participation à la réalisation de projets socioéconomiques, répondant à leurs besoins prioritaires. Le programme de développement communautaire est initié et financé par l'Agence de Développement Social sur la base de projets socioéconomiques identifiés par les cellules de proximité, avec le concours de la population et de leurs représentants.

Le montant d'un projet de développement Communautaire Participatif est plafonné à hauteur de 4.000.000 DA par projet, répartis comme suit : 90% du montant du projet à la charge de l'ADS ; 10% représentant la participation de la partie bénéficiaire du projet.

L’appui est soumis à des conditions d’éligibilité et à des modalités financières de type participatif fixées par une série de circulaires de l’Agence de Développement Social. Les projets DEV-COM couvrent : la petite Hydraulique d'hygiène et de salubrité (A.E.P, assainissement) ; L’électrification rurale ; Les infrastructures sanitaires de proximité ; Les voies d'accès pistes ou routes de (désenclavement) ; Les activités Productives ; L’éducation sociale et formation ; La protection de l'environnement..

10.e. Pension and old age savings programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

L’Algérie a mis en place la carte de la personne âgée a pour objectif de faciliter l’accès et assurer la priorité de la personne âgée dans les endroits publics et également de simplifier les procédures administratives pour les différentes prestations publiques au profit de la personne âgée. Elle donne droit à la gratuité des soins au niveau des structures de santé publics, la priorité dans les établissements et lieux assurant un service public, la priorité dans les places situées aux premiers rangs des lieux et salles ou se déroulent les activités et manifestations culturelles, sportives et de loisirs, la priorité des premières places dans les transports publics.

Le gouvernement dispose d’un réseau institutionnel composé de 34 établissements répartis sur 27 wilayas. Ces foyers pour personnes âgées sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité morale et de l’autonomie financière. Ils sont chargés d’accueillir les personnes âgées démunies et/ou sans attache familiale, ainsi les personnes âgées disposant d’un revenu mensuel suffisant, dont le montant est égal ou supérieur au salaire national minimum garanti, qui se trouvent en situation de difficulté et / ou sans attaches familiales. Elles ont pour missions notamment : d’accueillir les personnes âgées et leur garantir une prise en charge socio-psychologique appropriée ; d’assurer l’hébergement et une alimentation saine et équilibrée, de favoriser les relations avec les familles et l’environnement de l’établissement, de proposer toute action favorisant la réinsertion familiale des personnes âgées en situation d’abandon et d’assurer leur accompagnement.

11. Environmental Policies and Regulations

Score du critère: 5.5

11. Environmental Policies and Regulations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	5.5
Score révisé	5.5
Score de deuxième brouillon	5.5
Score final	5.5

Notes du pays:

L’Algérie fait face à des défis environnementaux importants Il s’agit notamment de l’érosion des sols, de la désertification (le désert occupe 84% du territoire) et de la rareté de l’eau (l’Algérie est située sous le seuil de rareté avec un ratio de 600 m3/habitant/an). Elle est aussi exposée à des cycles de sécheresse (la pluviométrie a baissé de plus de 30% au cours de ces dernières décennies). Ces phénomènes sont exacerbés sous l’effet du changement climatique. L’agriculture qui est le premier consommateur d’eau, est le secteur le plus fortement touché par les effets du changement climatique, ce qui entraîne des conséquences sur la sécurité alimentaire. La concentration de la population et des activités sur la frange littorale conduit au développement de problèmes liés aux tensions dans l’usage des ressources hydriques et du sol.Conscientes de l’ampleur de ces défis, les autorités ont pris des initiatives pour garantir une utilisation durable des ressources naturelles. Il s’agit d’assurer la prise en compte de la viabilité environnementale dans leur stratégie de développement. Pour ce faire, la lutte contre l’érosion des sols, la conservation des écosystèmes naturels, la mobilisation des ressources en eau et son utilisation durable constituent des volets majeurs du Schéma national d’aménagement du territoire (SNAT). Pour tenter d’endiguer la progression de la désertification, il est actuellement envisagé l’extension sur plus de 1,7 million d’hectares du Barrage vert lancé au cours des années 1970. La refonte institutionnelle et réglementaire du secteur des ressources en eau est une nécessité pour s’adapter à la demande grandissante dans le domaine économique et agricole ainsi qu’aux changements climatiques et environnementaux. Dans ce cadre, la révision de la loi 05-12 relative à l’eau en 2020, introduit des mesures prospectives pour sa préservation de cette ressource vitale, ainsi qu’une révision de sa valeur économique dans diverses utilisations, domestiques, agricoles et industrielles.

L'Algérie a ratifié l'Accord de Paris le 20 octobre 2016 et a soumis une contribution déterminée au niveau national (CDN) ambitieuse couvrant la période 2021-2030. Celle-ci concerne principalement les secteurs de l'énergie, de l'industrie, des transports, de l'agriculture, de la sylviculture, de la construction et de l'environnement. En fonction du soutien international à recevoir, la CDN de l'Algérie vise à réduire les émissions de gaz à effets de serre du pays entre 7 % et 22 % d'ici 2030. Il faut noter qu’en 2020, le total des flux de financement de l’action climatique en Algérie était de 53,2 millions dollars en 2020, soit seulement 3 % des besoins annuels estimés 1,7 milliards de dollars. Cet objectif sera atteint par un certain nombre d’actions, notamment en atteignant 27 % de l’électricité produite à partir d’énergies renouvelables d’ici 2030, l’isolation thermique d’un important programme de logements, ainsi que la conversion au gaz de pétrole liquéfié d’un million de véhicules légers et de plus de 20 000 bus. D’ici 2030, elle ambitionne le déploiement à grande échelle du photovoltaïque et de l’éolien ainsi que du solaire thermique, et l’intégration de la cogénération, de la biomasse et de la géothermie. En matière d’adaptation, l’Algérie élabore un Plan National d’Adaptation aux impacts du changement climatique dans le cadre de la finalisation de sa contribution. La priorité sera donnée à la protection de la population et à la préservation des ressources naturelles et des infrastructures clés contre les risques d’événements extrêmes.

L’indice de croissance verte de l’Algérie a globalement progressé au cours des onze dernières années**.** Il a connu une période forte progression entre 2010 et 2015 (de 41,15 à 43,45) avec toutefois une période de baisse entre 2015 et 2018 (42,45). La dégradation est d’abord imputable au commerce vert (GT), puis à l’innovation verte (GN) et à l’équilibre de genre (GB). La mise en œuvre du plan quinquennal de croissance 2015-2019 qui met notamment l’accent sur des secteurs clés comme l’énergie, l’hydraulique, la construction, la santé, l’éducation et la formation professionnelle, pourrait être l’occasion pour le pays de reconsidérer son modèle économique et d’encourager le développement de filières vertes innovantes et à forte valeur ajoutée. Le développement des filières vertes à forte valeur ajoutée passe par l’adoption d’une nouvelle politique industrielle qui met l’accent sur l’investissement, l’amélioration de la compétitivité des entreprises, l’innovation et l’acquisition des technologies. Depuis 2018, l’indice est dans une dynamique d’amélioration (43,11 en 2021).

(D) Public Sector Management and Institutions

Score du cluster: 3.242

12. Property Rights and Rule-based Governance

Score du critère: 3.375

12.a. Legal basis for secure property and contract rights

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

La propriété privée est garantie par la loi. Les citoyens ont le droit d'acquérir des biens, bien que les réglementations de zonage puissent limiter l’utilisation des terres. L'État respecte les droits individuels, sauf si le titre est ambigu ou si le terrain a été injustement exproprié. Cependant, comme les institutions ne sont pas exemptes de corruption et de manipulation politique, les droits individuels peuvent être affectés négativement. L'achat de terrains par des entités étrangères a été limité dans l'objectif d'éviter les spéculations. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, elle est organisée dans le cadre d'une

reglementation relativement complete et le pays a ratifié la plupart des traités relatifs à la propriété intellectuelle traité internet de l'OMPI, Convention de Berne, convention de l'OMPI). Le rapport Mo Ibrahim 2022 classe le pays au 17ème rang sur 54 avec un score de 64,8 sur 100

12.b. Predictability, transparency, and impartiality of laws affecting economic activity

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Les lois et textes règlementaires qui régissent l'activité économique en Algérie ne sont pas discriminatoires entre les investisseurs nationaux et internationaux dans leur conception. On note une détérioration en ce qui concerne le système judiciaire, la sécurité et la transparence. L'attraction des investissements directs étrangers en baisse ne s'est pas significatvement amélioré au cours des deux dernières années. La perception demeure forte qu'en cas de conflits, le règlement des différends devant les tribunaux demeure problématique en termes de temps et de couts (les entreprises étrangères préfèrent recourir aux juridictions étrangères en cas de litige).

Les bonnes pratiques admises au plan international caractérisent la gestion de ressources publqiues et l'execution des marchés publics de manièer générale. Un aspect important consiste au fait que les biais et dysfonctionnements pouvant apparaitre pendant l'exécution des commandes publiques sont détectables par le système.

12.c. Difficulty in obtaining business licenses

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

L'amélioration du climat des affaires continue de constituer un grand défi pour l'Algérie. Les délais d'obtention des licences d'affaires demeurent importants. La situation du pays ne s'améliore pas significativement dans les domaines de la justice, de la sécurité, de la transparence et de la corruption. Des progrès ont été réalisés dans le domaine de la libéralisation des importations avec toutefois le maintien des licences d'importation. Dans sa mise en oeuvre la licence d'importation continue de poser des contraintes. En 2023, les règles ont été durcies et ceci favorise des distorsions dans la pratique, compte tenu de l'importance en nombre des structures administratives qui interveinnent dans le processus. En ce qui concerne le domaine de l'automobile par exemple, ceci a créer une augmentation importante des prix.

12.d. Crime and violence as an impediment to economic activity

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

L'Algérie a fourni des efforts au cors des deux dernières années dans le domaine de la criminalité. En matière de criminalité économique et financières 14.075 affaires ont été enregistrés en 2022 avec un taux de résolution de 76%. En ce qui concerne le crime organisés 19395 affaires et saisies de près de 9 millions d'euros ont été enregistrées. dans le domaine de la cybercriminalité 4718 affaires ont été enregistrés avec un de résolution de 85,9%. Les résultats obtenus dans la lutte contre le crime organisé sont en partie dus à une restructuration des services de la direction générale de la sûreté nationale à travers la création de structures spécialisées.

Les défis importants a relever concernent le trafic de drogue (saisie de 5035 kilogrammes de cannabis en 2022, 25 kilogrammes de cocaïne et 8 kilogrammes d'héroïneà et l'explosion de la consommation de psychotropes (près de 7 207 000 comprimés psychotropes saisis au cours de l'année 2022)

13. Quality of Budgetary and Financial Management

Score du critère: 4

13.a. Comprehensive and credible budget

Type de score	Valeur
Score de brouillon	5.0
Score révisé	5.0
Score de deuxième brouillon	5.0
Score final	5.0

Notes du pays:

Sur la base de la nomenclature, de la classification et du contenu, le budget algérien demeure crédible. Le gouvernement prépare un avant-projet du budget qui présente clairement les grandes orientations de la politique budgétaire qui sera poursuivie puis adopte un projet de budget dont le contenu regroupe notamment le cadrage macroéconomique et les prévisions économiques, les prévisions de recettes budgétaires selon leur nature, les dépenses budgétaires selon leur nature et l'évolution de la dette publique. Le processus participatif qui encadre la préparation budgétaire est le suivant : les ministères sectoriels travaillent sur leurs avant-projets de budget en respectant un calendrier prédéfini et en suivant les orientations générales du Cadre budgétaire à moyen terme préparé par le ministère en charge des finances.

Le contenu et la présentation sont propices à une bonne lisibilité et à la transparence de la gestion budgétaire. Ils permettent des débats budgétaires plus ouvert sur les choix économiques et sociaux du Gouvernement. Les comptes spéciaux de trésor sont détachés des opérations de trésorerie. La documentation budgétaire comprend notamment le rapport de présentation du budget de loi de finances, le projet de loi de finances et le projet du budget de l'Etat. Par ailleurs, le budget citoyen est produit pour permettre une compréhension globale du budget par la population. Selon les données inscrites dans le budget citoyen 2022, les dépenses liées au développement humain représentent 28,11 % des dépenses globales, celles liées au développement de l'action sociale et solidaire représentent 15,95 % des dépenses globales.

En matière de participation citoyenne des progrès restent à faire. Les organisations non publiques ne disposent toujours pas de versions simples du projet de budget qui puissent leur permettre de formuler des commentaires ou des contributions. De plus le cadre de la préparation budgétaire ne leur offre pas de possibilités de participer au le processus. Par ailleurs, des rapports formels regroupant les informations essentielles à l'endroit du public ne sont produits. Toutefois, la presse a accès aux débats budgétaires et c'est elle qui assure la communication au public.

13.b. Effective financial management systems

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5

Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

La comptabilité publique en Algérie dans la pratique est une comptabilité de caisse fondée sur l'encaissement et le paiement (recettes – dépenses). Les comptes publics sont tenus sans prise en compte des engagements pour cerner la dimension comptable du patrimoine de l'Etat comptabilisant les droits, les obligations et les immobilisations conformes à la comptabilité générale. Ceci n'st plus conforme aux normes comptables destinées au secteur public IPSAS (International Public Sector Accounting Standards). Ces normes comptables IPSAS sont incontournables pour les besoins de consolidation comptable, de la centrale des bilans et d'observation pour l'économie nationale par rapport aux économies mondiales et le contrôle du budget de la nation. On ne peut parler d'un système comptable de l'Etat efficient, cohérent, transparent, performant ni d'un meilleur contrôle sur les finances publiques dans le pays.

Une réelle réforme comptable, budgétaire et fiscale approfondie, comme principe de base pour développer l'ingénierie des systèmes financiers, améliorer la maîtrise budgétaire, le contrôle de l'argent public et la bonne gouvernance publique s'impose. Cette approche globale de réforme comptable doit se baser sur les budgets-programmes et sur la comptabilité générale aux normes comptables internationales destinées au secteur public dites IPSAS (International Public Sector Accounting Standards).

13.c. Timely and accurate fiscal reporting

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

L'Algérie suit bien le calendrier budgétaire établit. Dans le domaine de l'obligation de rendre compte de l'exécution budgétaire, la loi de règlement pour l'année 2020 a été adopté par l'Assemblée populaire nationale en 2023. Dans la pratique l'Algérie produit toujours des rapports infra-annuels d'exécution budgétaire avec toutefois des retards de production (rapports semestriels produit avec plus de trois mois de retard). Il est a relever que ces rapports sont exclusivement à usage interne à l'administration publique et ne sont pas mis en ligne à la disposition du public. Ceci limite dans la pratique l'obligation de rendre compte ainsi que la transparence budgétaire. Même s'il n'est pas toujours suivi d'effet, le rapport de la cours des comptes est régulièrement produit (le raport 2022 a été produit en novembre 2022)

13.d. Clear and balanced assignment of expenditures and revenues to each level of government

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Les recettes fiscales hors hydrocarbures ont légèrement baissé en pourcentage du PIB hors hydrocarbure à 15,1% contre 16,1% en 2021. Les autorités poursuivent les efforts pour élargir la base fiscale dans la perspective de stabiliser les revenus de l'Etat. Dans le cadre de la loi de finances 2022 et 2023 des ajustements ont été apportés selon quatre catégories, à savoir : les mesures de simplification et l'harmonisation des procédures fiscales (déconcentration des décisions de traitement des dossiers selon des seuils de compétence avec la possibilité de délégation de pouvoir) ; les mesures d'incitation à l'investissement (introduction d'exonération permanentes et temporaires en matière d'impôts sur les bénéfices des sociétés au profit des coopératives de la pêche et de l'aquaculture et leur union et au profit des bénéfices issus des dépôts dans les comptes d'investissement relevant de la finance islamique) ; les mesures de mobilisation des ressources fiscales (relèvement de la limite supérieure du montant des droits de timbre de quittance devant être acquittés sur les titres payées en espèces) et élargissement de la base de la taxe intérieure de consommation et ; les mesures de lutte contre la fraude fiscale (l'extension de la procédure de vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble (VASFE) à l'impôt sur la fortune et l'exercice du droit de reprise dans le cas du retrait partiel ou total des avantages fiscaux relatifs aux différents dispositifs préférentiels).

14. Efficiency of Revenue Mobilization

Score du critère: 3

14.a. Tax policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Le rendement de l'impôt est fortement tributaire du secteur des hydrocarbures. Dans le cadre des loi de finances annuelles, le gouvernement procède régulièrement à des ajustements de taux et des à aménagements qui consistent soit, à la mise en place, soit à des suppressions de petits impôts et taxes. L'essentiel de la fiscalité repose sur le secteur pétrolier. En 2023, les principales réformes ont regroupé : (i) la simplification du système fiscal qui se traduit, à court terme, par la suppression des taxes à faible rendement, d'une part et, d'autre part, la révision du système des avantages fiscaux et parafiscaux ayant engendré des dérives ; (ii) la création de nouveaux impôts liés au capital et la richesse avec toutefois le souci de préserver la production dans l'optique de soutenir les investissements permettant un développement et une croissance économique soutenue, notamment pour les PME et les Start-up ; (iii) la mise en place d'un mécanisme d'abattement fiscal qui devrait permettre d'encourager les entreprises à renforcer les financements sur fonds propres.

14.b. Tax administration

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

La Direction générales impôts en Algérie a pour missions de veiller à l'étude, à la proposition et à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures nécessaires pour l'établissement de l'assiette, la liquidation et le recouvrement des impôts, droits, taxes fiscales et parafiscales; de veiller à la préparation et à la négociation des conventions fiscales internationales et des accords internationaux comportant des dispositions fiscales ou parafiscales; de mettre en œuvre les mesures nécessaires de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales; de veiller à la prise en charge du contentieux administratif et judiciaire concernant les impôts, droits et taxes de toute nature; de mettre en œuvre les instruments d'analyse, de contrôle de gestion et de rendement des services de l'administration fiscale, notamment les indicateurs de performance des services fiscaux; de veiller à l'amélioration des relations des services fiscaux avec les contribuables. Elle fournit beaucoup d'efforts dans un contexte de complexité des procédures administratives et d'insuffisance des ressources financières et humaines. Un autre aspect constitue la faible confiance du citoyen dans sa relation entre l'administration fiscale.

Les progrès réalisés en matière de gestion de l'impôt sont importants. L'usage de l'outil informatique, l'accès à l'intranet et internet ont facilités les vérifications et réduits les coûts de collecte de l'impôt. L'amélioration des services rendus aux contribuables se poursuit.

En 2023, elle s’est dotée d’une série d'indicateurs qui ont été élaborés afin d'améliorer ses performances et de renforcer ses capacités. Ces indicateurs devront jouer un rôle crucial dans le suivi des réalisations de chaque axe d'intervention de la Direction générale et permettront également d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place et d'apporter les ajustements nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

15. Quality of Public Administration

Score du critère: 3.167

15.a. Policy coordination and responsiveness

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

L'administration centrale et les organes élus localement continuent d'être accusés d'inefficacité, de corruption et de favoritisme. Les réformes menées au cours de la dernière décennie ont certes apporté des améliorations mais les défis demeurent : (i) les administrations centrales doivent davantage être recentrées sur leurs missions stratégiques et approfondir le redéploiement des activités de gestion aux niveaux décentralisés ; (ii) des progrès sont encore a faire pour davantage approfondir le processus de décentralisation et ; (iii) l’administration a besoin de bénéficier de la modernisation des établissements de services publics et de la rationalisation de leurs réseaux. La modernisation trouve également sa source dans l’ouverture de la gestion du service public aux initiatives privées et à la société civile. Souvent, les organisations civiques doivent s'appuyer sur l'influence personnelle ou la protestation pour forcer l'administration à agir. L’urbanisation massive au cours des 20 dernières années a fait pression sur les

services publics algériens. Les troubles sociaux qui en résultent contribuent à des décisions politiques irréfléchies, telles que subventionner les prix, octroyer des subventions pour assurer le calme social ou, comme on le suggère souvent, «acheter la paix».

En 2022, les autorité ont misé sur la numérisation comme outil important pour renforcer la coordination entre les différents départements ministériels et assurer la qualité du service public. Des initiatives sont en cours dans ce sens avec une priorité affichée du gouvernement pour la mise en place d'une stratégie nationale de numérisation.

L'administration centrale et les organes élus localement continuent d'être accusés d'inefficacité, de corruption et de favoritisme. Souvent, les organisations civiques doivent s'appuyer sur l'influence personnelle ou la protestation pour forcer l'administration à agir. L'inégalité entre les sexes s'est accrue. Même si les femmes ont un accès nettement plus élevé à l'enseignement supérieur, elles sont confrontées à des obstacles importants pour accéder au marché du travail et ne représentent que 18,3% de la population active.L'urbanisation massive au cours des 20 dernières années a fait pression sur les services publics algériens. Les troubles sociaux qui en résultent contribuent à des décisions politiques irréfléchies, telles que subventionner les prix, octroyer des subventions pour assurer le calme social ou, comme on le suggère souvent, «acheter la paix».

15.b. Service delivery and operational efficiency

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

En Algérie, l'inexistence d'un modèle de management adapté influe négativement sur tous les services et crée une méfiance et une hostilité du public face à l'administration. La relation services publics / usagers se détériore et s'engouffre dans une impasse dûe à l'organisation, la qualification du personnel, à l'absence de la généralisation de l'outil informatique et autres qui peuvent être impondérables. Pour la mise en place d'un management adapté au secteur public algérien, chaque entité et les autorités du service public doivent remettre en question les pratiques et méthodes de travail afin d'intégrer l'esprit et les orientations des réformes voulues par les autorités compétentes qui permettent d'en faire le levier du changement ou de la modernisation dans le secteur public. Ces nouvelles approches avec leurs méthodes de travail renforcent l'apparition des concepts de nouveau management public qui tente de s'implanter dans la plupart des administrations publiques. Se mettre à l'écoute de l'usager pour mieux satisfaire ses besoins et ses attentes constitue un enjeu majeur pour le prestataire, il s'agit là d'un défi de changement de mentalité.

15.c. Merit and ethics

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

L'administration algérienne est caractérisée par l'existence réelles compétences techniques même si les capacités institutionnelles peuvent être discutées. Le système d'évaluation en place instaure une évaluation continue et périodique destinée à apprécier, selon des méthodes appropriées, ses aptitudes professionnelles des fonctionnaires. Sa finalité est l'avancement, la promotion, l'octroi d'avantages liés au rendement et à la performance, l'octroi de distinctions honorifiques et récompenses. Cette évaluation est fondée sur des critères objectifs destinés à apprécier notamment : le respect des obligations générales et statutaires, la compétence professionnelle, l'efficacité et le rendement, la manière de servir.

Les institutions et administrations publiques arrêtent, après accord de la structure centrale chargée de la fonction publique, les méthodes d'évaluation adaptées à la nature des activités des services concernés. Le pouvoir d'évaluation et d'appréciation relève de l'autorité hiérarchique habilitée.

L'évaluation est périodique et donne lieu à une note chiffrée accompagnée d'une appréciation d'ordre général. La note chiffrée est communiquée au fonctionnaire concerné qui peut la contester et saisir la commission administrative paritaire compétente qui peut proposer sa révision.

Ces dispositions sont globalement respectées dans la mise en œuvre.

15.d. Pay adequacy and management of the wage bill

Aucune donnée de score disponible pour ce sous-critère.

16. Transparency, Accountability, and Corruption in the Public Sector

Score du critère: 2.667

16.a. Accountability of the executive to oversight institutions

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

L'institution supérieure de contrôle en Algérie est la Cour des comptes qui apparait plutôt faible et pas véritablement indépendante, même si a loi lui accorde toute latitude pour procéder à des audits comme elle l'entend. Le responsable de l'institution supérieure de contrôle n'est pas désigné par le corps législatif ou par le système judiciaire et peut être démis de ses fonctions sans l'approbation du corps législatif ou du système judiciaire, ce qui remet en question son indépendance. Aces défaillances s'ajoute la non-évaluation des audits par une agence indépendante. Ce sont tous ces dysfonctionnements qui entachent la gestion du budget en Algérie de l'élaboration à l'exécution.

Auniveau exclusif de la gestion des finances publiques, l'Inspection générale des finances (structures centrales et structures régionales) exerce son contrôle s'exerce sur la gestion financière et comptable des services de l'Etat des collectivités territoriales ainsi que sur les institutions, organes et établissements soumis aux règles de la comptabilité publique. le contrôle porte également sur les établissements publics à caractère industriel et commercial, les organismes de sécurité sociale relevant du régime général et obligatoire ainsi que tous les organismes à vocation sociale ou culturelle bénéficiant du concours de l'Etat ou d'organismes publics et tout autre établissement public quel que soit son statut juridique. Il s'étend à l'utilisation des ressources collectées par appel à la générosité publique et à toute autre personne morale bénéficiant du concours financier public de l'Etat, d'une collectivité locale, ou d'un organisme public à titre de participation ou de forme de subvention, de prêt, d'avance ou de garantie.

Toutefois, ses rapports sont peu suivis d'effets.

16.b. Access of civil society to information on public affairs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

L’accès du public aux informations budgétaires en Algérie demeure est très faible et les progres sont tres lents à se faire sentir. Les autorités ne produisent pas de budget citoyen. Les différents rapports infra-annuels d’exécution du budget de l’Etat existent mais ils ne sont ne sont pas rendus publics. En fait, seule la loi de finances est accessible lors de son processus de discussion au niveau du parlement et aucune possibilité n’est donnée aux organisations de la société civile de discuter les allocations budgétaires, les répartitions sectorielles avant que le budget ne soit approuvé. Les différentes structures du ministère des finances disposent bien de site internet, mais leur mise à jouru n'est pas régulières. De ce fait les sites comportent des information vieilles des fois de plusieurs années.

Même s'il n'existe pas d'interdiction formelle de partage de l'information, la non mise à jour des sites constitue un freinau partage de l'information au public

16.c. State captured by narrow vested interests

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

L'année 2019 a été celle de la lutte contre la corruption par excellence, compte tenu des procès intentés contre d'anciens hauts responsables au sein de l'Etat, impliqués dans des affaires de corruption et de blanchiment d'argent. Ceci est exceptionnel dans les annales de la justice algérienne.

La lutte contre ce phénomène est loin d'être une simple campagne de conjoncture, dans la mesure où le nouveau président de la République s'est engagé, au lendemain de son élection, à poursuivre la lutte contre la corruption. Il avait également renouvelé cet engagement dans son discours d'investiture, en précisant que "la grâce présidentielle ne touchera pas les personnes condamnées et impliquées dans des affaires de corruption". Ainsi, dans sa feuille de route, le président de la République a mis l'accent sur la lutte organisée contre la corruption et la restauration de l'autorité de l'Etat à travers la moralisation de la vie politique.

Les changement effectifs sur le terrain sont toutefois encore a attendre.

(E) Infrastructure and Regional Integration

Score du cluster: 2.917

17. Infrastructure Development

Score du critère: 3.833

17.a. Sector strategy/policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

La stratégie du secteur des transports vise à améliorer la qualité de service, répondre aux besoins logistiques des opérateurs économiques et privilégier l'intermodalité et l'interconnexion des différents modes de transport. L'Algérie dispose d'un réseau routier de 140 917,095 kilomètres (dont 117 509,14 revêtus) et d'un réseau ferroviaire de 4 000,50 kilomètres dont 486,45 km de lignes électrifiées. Le pays est classé au 8ème rang africain en termes d'indice composite de transport du rapport 2020 de la Banque sur le développement des infrastructures. Le transport terrestre occupe une place importante, mais près de 95% des échanges du commerce extérieur se font par voie maritime. Le pays recense 10 ports commerciaux, 45 ports de pêche et 36 aéroports dont 20 aéroports internationaux (celui d'Alger représentait environ 7,8 millions de passagers en 2019).

17.b. Legal and regulatory frameworks for infrastructure

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0

Score final	4.0

Notes du pays:

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption qui sera prochainement soumise aux pouvoirs publics, l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC) a proposé, la révision du code de marchés publics et des délégations de service public comme condition de réussite de la mise en œuvre du plan de relance économique. L'office pointé en particulier le fait que l'octroi des marchés selon la procédure de gré à gré simple constituait une corruption légalisée. Les procédures des marchés publics doivent être transparentes et numérisées afin d'éviter toute manipulation. Les piliers de la stratégie de l'Organe dans la lutte contre la corruption qui reposent sur cinq axes visant à réaliser dix-sept objectifs à travers 72 mesures et dispositions à même de juguler le fléau de la corruption. Ces cinq axes sont la consolidation de la transparence, la moralisation de la vie publique, l'encouragement des médias et la société civile à lutter contre la corruption et le renforcement de la transparence et l'intégrité dans le secteur économique, a-t-il détaillé. La stratégie proposée repose sur l'appui du rôle et des capacités des dispositifs de contrôle et de lutte, en sus de l'encouragement de la coopération internationale et la récupération des avoirs.

Dans le domaine des infrastructures en particulier le ministère des Finances travaille depuis 2020 à l'élaboration d'un projet de loi réglementant le partenariat entre les secteurs public et privé, comme un des moyens de financement des projets infrastructurels. Le recours au partenariat public privé par le Gouvernement est destiné à alléger les pressions sur le budget de l'Etat et les finances publiques comme une des procédures visant à financer des investissements financés jusqu'ici à partir du budget de l'Etat, à travers les ressources du marché.

17.c. Public resource management and accountability in the infrastructure sector

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

Le financement des infrastructures (hors secteur des télécommunications), est assuré par le budget de l'Etat. Dans son exécution ce sont les procédures de sélection, d'exécution et de contrôles prévus par le code des marchés publics qui s'appliquent. Avec la baisse des revus liés aux hydrocarbure ce financement a diminué et une priorisation en faveur des dépenses liées à l'entretien des infrastructures de transport a été introduite. Les options actuelles du gouvernement sont de privilégier le partenariat public/privé dans le domaine et cela nécessitera des mesures de restriction des passations de marches selon la procédure du gré à gré qui peut être favorable a des pratiques de corruptions dans le domaine.

En l'état actuel, les procédures et règles de passation des marchés pblics pour la réalisation des infrastructures economiques apparaissent transparentes et font l'objet d'une bonne prévisibilité par les opérateurs qui postulent. Dans la pratique, les plan de passations annuels de marchés existent et sont actualisés. Les manquements a différents niveaux dans le processus sont détectables et peuvenet faire l'objet de réclammations.

18. Regional Integration

Score du critère: 2

18.a. Movement of persons and labor and right of establishment

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

La règlementation sur les migrations sont mises en place en fonction de la conjoncture. Le pays ne dispose pas d'une politique nationale sur la question. La stratégie adoptée repose sur une distribution des missions entre différents secteurs et une coordination assurée au niveau de la primature. Au niveau international, l'Algérie n'a signé le Pacte mondial des migrations (2018), mais elle a déposé auprès des Nations unies, un rapport volontariste sur la mise en œuvre de ce pacte en 2021. Au niveau régional, la pays n'a pas signé le Protocole de l'Union africaine sur la libre circulation des personnes (2018). Toutefois, l'Agence nationale de la coopération internationale dispose d'un fonds de 1 milliard de dollars pour soutenir les Etats africains concernés par la migration clandestine, en y créant des projets de développement tel que concrétisé au Mali, au Niger et en Mauritanie, à même de contribuer à la réduction de ce phénomène qui impacte aussi bien les pays d'origine que les pays d'accueil des flux migratoires. Enfin, au plan national, une loi sur la discrimination a été adoptée en 2020, et une nouvelle loi sur la traite des êtres humains vient de l'être en 2023. La loi sur le séjour des étrangers qui date de 2008 est en cours de révision. Pour rappel, enfin, des bourses d'études supérieures sont accordées, depuis les années 1960, aux étudiants africains. Toutefois, on note que le pays devenu plus ferme vis-à-vis des migrants venus d'Afrique subsaharienne depuis 2018. Dans l'ensemble les étrangers étaient estimés à 242.000 en 2018 et venaient surtout de la Chine en ce qui concerne les travailleurs avec également une part importante de populations réfugiées et de demandeurs d'asile. En général il s'agit d'étrangers en situation de séjour régulier. Les migrants en situation irrégulière viennent surtout du Mali, du Niger et du Maroc.

Les progrès ont été réels pour faciliter la circulation des personnes et de la main d'œuvre. Le pays respecte fait la plupart des protocoles et réglementations internationales qu'il a signés. Toutefois, une exception importante demeure : il n'existe toujours pas de libre circulation des personnes entre l'Algérie et

le Maroc, du fait de l’Algérie.

18.b. Regional financial integration

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

L’Algérie est membre de l’Union africaine, de la Ligue des Etats Arabes et de l’Union du Maghreb arabe et fait partie des cinq Etats africains fondateurs du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), devenu Agence de développement de l’Union africaine en 2018. Le pays est un important contributeur à ce projet panafricain et joue également un rôle de premier plan dans plusieurs initiatives comme : (i) la route transsaharienne qui traverse six pays (Algérie, Mali, Niger, Nigeria, Tchad et Tunisie) et relie l’Algérie au reste du continent ; (ii) le projet du gazoduc Nigeria-Algérie et ; (iii) le projet de la Dorsale Transsaharienne à fibre optique (projet TIC en cours d’instruction), qui interconnectera, dans sa première phase, l’Algérie, le Niger, le Nigéria et le Tchad. L’Algérie est active dans le domaine du partenariat commercial.Elle a conclu une série d’accords commerciaux régionaux et bilatéraux au niveau de la Ligue des Etats Arabes, de l’Union du Maghreb Arabe et de l’Afrique subsaharienne.L’Algérie s’est aussi engagée dans un partenariat avec l'UE à travers la conclusion en 2002, d’un Accord d’association, entré en vigueur en 2005 et dont le volet commercial est une composante majeure. Ce volet qui prévoit le démantèlement progressif, à partir de 2005, de l’essentiel des barrières tarifaires entre l’UE et l’Algérie, a permis de franchir des étapes importantes en matière de libéralisation des échanges commerciaux. Entre 1995 et 2015, les droits de douanes moyens se sont considérablement réduits entre les deux zones : (i) de l’Algérie vers l’UE, ces derniers sont passés de 6,4% à 1,9% pour les biens agricoles, de 1,8% à 0% pour les biens industriels et ; (ii) de l’UE vers Algérie, de 23,0% à 7,9% pour les biens agricoles et de 20,8% à 11,7% pour les biens industriels. Outre l’accord avec l’UE, l’Algérie fait partie de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) pour laquelle le pays est déterminé à entrer de plain-pied. Elle a également signé un accord préférentiel avec la Tunisie et la Jordanie. En septembre 2018, l’Algérie a également signé le protocole d’accord pour rejoindre le projet chinois de la nouvelle route de la soie et formulé une demande d’adhésion au groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

L’adhésion du pays à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) constitue une opportunité. L'Algérie n’a pas suffisamment développé les liens économiques avec le reste du continent. Le potentiel économique des liaisons vers le sud reste donc largement inexploré. L'Afrique ne représente que 3,3% des importations de l'Algérie et 8,4% de ses exportations en 2020. Les échanges commerciaux sont fortement concentrés autour de quelques pays (sur les 54 pays du continent africain, cinq pays fournissent à eux seuls 94% des besoins de l'Algérie). Dans ce contexte, les principaux clients africains de l'Algérie sont la Tunisie, le Maroc et l'Egypte représentant 84% des exportations africaines. Les importations sont fournies par les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier l'Afrique du Sud. Dans ce

contexte, la ZLECAF permettra à l'Algérie de mettre l'accent sur la coopération Sud-Sud, les partenariats gagnant-gagnant et le commerce interafricain. D’une manière générale, la performance d’ensemble de l’Algérie est moyenne en matière d’intégration régionale. Elle est bonne en ce qui concerne la libre circulation des personnes, mais modérée à faible dans les domaines de l’intégration commerciale, de l’intégration productive et des infrastructures.